

DOC EN POCHE

ENTREZ DANS L'ACTU

Économie

Société

Vie publique

**70 Questions
réponses**

France 2025

Actualités et données clés

**La Documentation
française**

Éditorial 7

Les grandes lois de l'année 2024 8

Les chiffres-clés 10

Le découpage régional de la France 12

Questions-réponses 13

Mondialisation, compétitivité

1. La France, une puissance économique mondiale ? 14
2. La France est-elle compétitive ? 16
3. Comment regagner des parts du marché mondial ? 18
4. Quelle réindustrialisation pour la France ? 20

Dette, budget, finances publiques

5. Des finances publiques en péril ? 22
6. Faut-il réduire la dette ? 24
7. Recouvrer la maîtrise des finances publiques ? 26

Fiscalité, impôts

8. Le système fiscal français : un dispositif juste ? 28
9. Quelles inflexions dans la politique fiscale depuis 2010 ? 30

Emploi, chômage, activité

10. Politiques de l'emploi : quelles évolutions ? 32
11. Une stabilité ambivalente sur le front du travail ? 34
12. De nouvelles formes de travail ? 36
13. Le triomphe du tertiaire, une spécificité française ? 38
14. Tourisme : quelle attractivité ? 40

Pouvoir d'achat, inégalités, famille

15. Le pouvoir d'achat menacé par l'inflation ? 42
16. Comment les inégalités s'accroissent-elles ? 44
17. Qui sont les riches ? 46
18. Qui sont les pauvres ? 48
19. Comment réduire la pauvreté et l'exclusion ? 50
20. Comment évolue la famille ? 52

Santé

21. Santé : quel diagnostic général ? 54
22. Quels enjeux pour le système de santé ? 56
23. Dépenses de santé : un financement problématique ? 58

Retraites

24. Les retraités, une population hétérogène ? 60
25. Les retraites, un système complexe ? 62
26. Réforme des retraites : vers une abrogation ? 64

Dépendance

27. La dépendance des personnes âgées, où en est-on ? 66
28. Face à la dépendance : des solutions adaptées ? 68

Urbanité, ruralité, logement

29. Une France des villes ? 70
30. Une France rurale ? 72
31. Une offre de logements adéquate ? 74
32. Droit au logement : un droit effectif ? 76

École, université, recherche

33. Quel système éducatif en France ? 78
34. Quelles réformes pour le système éducatif ? 80
35. Des universités réformées et plus autonomes ? 82
36. Enseignement supérieur et recherche (ESR)
pour une meilleure compétitivité ? 84
37. Qui sont les étudiants ? 86

Laïcité

38. La laïcité au défi du pluralisme ? 88
39. L'École républicaine, la laïcité menacée ? 90

Immigration

40. Qui sont les immigrés ? 92
41. Quelle est la politique migratoire de la France ? 94
42. Quelle intégration des immigrés en France ? 96

Égalité femmes-hommes

43. Où en est la parité en politique ? 98
44. Femmes, hommes, tous égaux au travail ? 100

Justice

45. Une justice pénale réformée ? 102
46. La justice civile est-elle lente ? 104

Sécurité, délinquance

47. La violence est-elle en augmentation ? 106
48. Comment lutter contre l'insécurité ? 108

Institutions

49. 2024, une année politique inédite ? 110
50. Gouverner avec une nouvelle Assemblée 112

Décentralisation

51. Une République réellement décentralisée ? 114
52. Quelles réformes pour les collectivités territoriales ? 116

Transformation écologique

53. Quels enjeux du réchauffement climatique ? 118
54. Quels engagements pour la préservation du climat ? 120
55. Gaz à effet de serre (GES) : où en est la France ? 122
56. Transports : vers des mobilités plus vertes ? 124

Alimentation

57. Quelles évolutions du marché agroalimentaire ? 126
58. Vers un renforcement de la souveraineté alimentaire ? 128

Energie

59. Quel bilan énergétique ? 130
60. Quelle part pour les énergies renouvelables ? 132

Numérique

61. Numérique et IA en perpétuelle révolution ? 134
62. Vers un usage quotidien des services numériques ? 136

Culture

63. Culture : un secteur soutenu et diversifié ? 138
64. Quelle place pour le sport ? 140

Union européenne

65. Où en est l'euro ? 142
66. Que représente l'Union européenne pour la France ? 144
67. L'Union européenne, entre extension et dilution ? 146

La France dans le monde

68. Quel rôle la France joue-t-elle dans la mondialisation ? 148
69. Quel engagement dans les conflits internationaux ? 150
70. Quelle influence la France a-t-elle dans le monde ? 152

Éditorial

2024, une année particulièrement dense

Parmi les grands moments qui ont réjoui les Français et ont soutenu l'image de la France dans le monde, nous retiendrons l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris, les commémorations des 80 ans du Débarquement allié et la réouverture de Notre-Dame de Paris après cinq ans de travaux. Les débats se sont focalisés sur les crises climatiques, les tensions sociales persistantes, la dette, la dissolution de l'Assemblée nationale, l'instabilité politique et l'absence de vote du budget 2025.

Comment comprendre la France d'aujourd'hui et anticiper celle de demain ?

Telle est la question essentielle à laquelle France 2025 répond en offrant un panorama complet et actualisé de notre pays.

À travers 70 questions, ce livre explore les grands enjeux économiques, sociaux, écologiques et politiques qui façonnent notre quotidien. De la transformation écologique à l'égalité femmes-hommes, en passant par la santé, l'éducation, ou encore la place de la France dans le monde, chaque thématique est traitée sous forme de questions-réponses accessibles, documentées et à jour.

2 | La France est-elle compétitive ?

Divergence des indicateurs de compétitivité

La croissance cumulée du coût unitaire de la main-d'œuvre française entre 2019 et 2022 excède celle du bénéfice unitaire, contrairement à l'Allemagne ou la Grèce (Banque centrale européenne, *Bulletin économique*, n° 4, 2023). Si fin 2023, le salaire horaire moyen dans l'Hexagone est de 42,20 € contre 41,3 € outre-Rhin, il faut raisonner en avantages comparatifs sectoriels : dans les services, les salariés français sont rémunérés en moyenne 39,80 € par heure contre 42,30 € pour les Allemands. L'Hexagone est néanmoins 5^e importateur et 8^e exportateur mondial (Organisation mondiale du commerce, premier trimestre 2024). Auparavant 7^e exportateur, il est aujourd'hui dépassé par la Corée du Sud et toujours derrière la Chine (1^{re}), les États-Unis, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Japon et l'Italie.

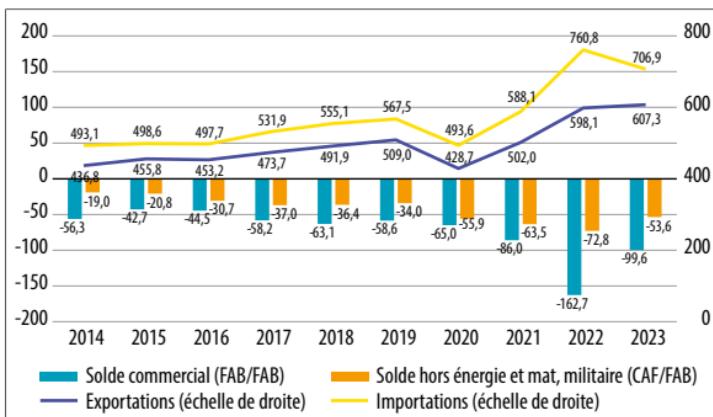
Un solde des échanges redressé

Le solde des échanges a augmenté en 2023. L'excédent en services s'élève à 26 milliards d'euros au premier semestre 2024, porté par le dynamisme des services financiers et de voyage (direction générale du Trésor, août 2024). Le solde des biens de consommation a connu lui aussi un excédent continu depuis novembre 2023 jusqu'au deuxième trimestre 2024, porté par le solde énergétique, qui reste déterminant des fluctuations de la balance (Douanes, juin 2024).

Une géographie du commerce extérieur peu remodelée

Malgré les perturbations géopolitiques liées à la guerre en Ukraine depuis 2022, suivies d'une dégradation du déficit commercial de la zone euro, les principaux partenaires économiques de la France ont peu changé, à l'exception de la Russie, 11^e partenaire en 2021 et reléguée au 37^e rang en 2024.

Solde du commerce extérieur de la France (2014-2023, en milliards d'euros)



Source : direction générale du Trésor, *Rapport du commerce extérieur de la France*, 2023.

Quelle mesure de la compétitivité ?

La compétitivité-coût mesure l'évolution du coût du travail (salaires, cotisations sociales patronales...), corrigée de celle de la productivité. La compétitivité-prix évalue la variation des prix à l'exportation. Elle est influencée par le taux de change. La compétitivité hors prix repose sur des facteurs plus structurels comme la capacité d'innovation, la qualité, le design des produits, etc.

Spécialisation territoriale

En 2004 a été mise en place la politique des pôles de compétitivité rassemblant, sur des territoires ciblés, des écosystèmes de recherche et de formation dont les interactions doivent favoriser l'innovation et, *in fine*, booster la compétitivité. Un exemple emblématique est l'Aerospace Valley, à Toulouse. On compte aujourd'hui 55 pôles de compétitivité rassemblant 2 000 laboratoires et établissements d'enseignement supérieur et accompagnant plus de 12 000 projets d'innovation. On estime qu'un euro public investi y génère 2,8 euros d'investissement privé (entreprises.gouv.fr). Plus largement, on dénombre plus de 3 000 clusters spécialisés en Europe.

20 | Comment évolue la famille ?

8 millions de familles en 2020

L'Insee considère la famille comme un foyer avec au moins un adulte ou un couple avec un enfant mineur partageant le même logement. En 2020, 8 millions de familles se décomposent ainsi : 5,3 millions sont des familles traditionnelles (66,3 %, - 3 points depuis 2011) où les enfants sont ceux du couple ; 2 millions sont des familles monoparentales (24,7 %, + 3 points depuis 2011) où les enfants résident avec un seul parent (sans conjoint cohabitant) ; 717 000 sont des familles recomposées (9 %). 1,7 million (21 % des familles) sont des familles nombreuses, avec au moins trois enfants dont un mineur.

Mariages et Pacs se stabilisent en 2023

En 2023, 242 000 mariages ont été célébrés en France (dont 82 % des mariés pour la première fois), 235 000 entre personnes de sexe différent et 7 000 entre personnes de même sexe (2,8 %). On dénombrait 305 234 mariages en 2000 et 422 958 en 1972. L'âge moyen au mariage augmente : 37,3 ans pour les femmes en 2022 (34 en 2012), et 39,8 ans pour les hommes (36,7 en 2012).

On compte par ailleurs 209 827 pactes civil de solidarité (Pacs) en 2022, chiffre qui se stabilise. Le Pacs, créé en 1999 comptabilisait 22 271 unions en 2000 et 205 550 en 2010. (Insee Focus, n° 321, mars 2024)

De nouveaux débats

La déconstruction de la famille « nucléaire » (deux parents, homme et femme, et leurs enfants), observée depuis la fin des années 1970, en partie due à l'émancipation des femmes, s'accompagne de débats autour de la notion d'autorité, de la répartition des tâches et du patriarcat.

La politique de la famille depuis 50 ans

1970 (4 juin) > la puissance paternelle remplacée par l'autorité parentale conjointe.

1975 (17 janvier) > légalisation de l'IVG.

1975 (11 juillet) > réforme du divorce : substitution à un divorce fondé uniquement sur la faute une pluralité de cas dont le divorce par consentement mutuel.

1986 (29 décembre) > allocation de garde d'un enfant à domicile.

1987 (27 juillet) > autorité parentale étendue aux couples non mariés et aux couples divorcés.

1990 (6 juillet) > aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée.

1993 (8 janvier) > principe de la coparentalité.

1999 (15 novembre) > pacte civil de solidarité (Pacs).

2001 (27 février) > protection, éducation, respect mutuel et exercice commun de l'autorité parentale, revalorisation du père, garde alternée.

2001 (21 décembre) > instauration du congé paternité.

2002 (4 mars) > résidence alternée possible pour les enfants de parents divorcés.

2010 (8 février) >inceste sur mineurs inscrit dans le code pénal, aide aux victimes.

2013 (17 mai) > ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe.

2016 (18 novembre) > le divorce par consentement mutuel peut être prononcé sans passage devant le juge aux affaires familiales.

2020 (25 août) > gratuité de la contraception pour les filles de moins de 15 ans.

2021 (2 août) > extension de la PMA aux couples de femmes et aux femmes célibataires.

2024 (8 mars) > loi constitutionnelle relative à la liberté de recourir à l'IVG.

2024 (18 mars) > protection des enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales.

Pour aller plus loin
sur Vie-publique.fr



53 | Quels enjeux du réchauffement climatique ?

Maintenant ou jamais !

Le constat scientifique du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est sans équivoque : le climat est en train de changer partout dans le monde, plus rapidement que prévu, et l'homme est responsable de ce phénomène. Pendant la décennie 2010-2019, la hausse de température observée (+ 1,1 °C par rapport à 1850-1900) est attribuée aux effets de l'activité humaine. Dans son sixième rapport, publié le 20 mars 2023, le GIEC estime que, quels que soient les scénarios d'émission, le seuil de + 1,5 °C sera atteint dès le début des années 2030. En 2023, il s'élève déjà à + 1,43 °C. L'une des projections les plus pessimistes est une augmentation de + 3,2 °C d'ici à la fin du siècle.

Un réchauffement climatique constaté en France et dans le monde

La hausse du nombre d'événements climatiques extrêmes (canicules, feux de forêt, pluies diluviales...) est constatée dans toutes les régions du monde. Selon le programme européen Copernicus, le mois de juin 2024 a été le plus chaud jamais enregistré au niveau planétaire, avec une température moyenne de 16,66 °C (+ 0,67 °C de plus que pour la période 1991-2020). Le printemps inhabituel vécu en France en 2024 (pluies abondantes, giboulées en juin, temps frais) n'allège en rien ce tableau : la météo est à distinguer du climat, et la température moyenne mondiale pour la période allant de juillet 2023 à juillet 2024 a marqué un record.

Les impacts du réchauffement climatique et l'état de la biodiversité en 2023

 4 épisodes de vigilance orange canicule	 4^e été le plus chaud depuis 1900	 5000 décès dus à la chaleur		
 2671 incendies 26 400 hectares brûlés en moyenne par an (72 000 en 2022)	 43,2 °C la plus haute température mesurée			
18,5 millions d'habitants exposés au risque d'inondation par submersion marine et/ou débordement de cours d'eau (470 000 en outre-mer)				
 Baisse de 33 % des populations d'oiseaux des milieux bâti	 Baisse de 36 % des populations d'oiseaux communs des milieux agricoles entre 1989 et 2021			
16 % des espèces évaluées dans la liste rouge nationale des espèces éteintes ou menacées	 Baisse de 42 % de la population des chauves-souris les plus communes entre 2006 et 2021			
Forêt : 190 essences d'arbres 75 % des espèces vivantes (animales et végétales) 120 espèces d'oiseaux 30 000 espèces de champignons	 Dégénération des coraux due à l'acidification des océans			

Sources : Santé publique France, « Canicule et santé », février 2024 ; Rapport annuel 2024 du Haut Conseil pour le climat ; Chiffres clés des risques naturels, 2023 ; Vie-publique.fr.

62 | Vers un usage quotidien des services numériques ?

Des services publics en ligne

Le développement de l'administration électronique a amélioré la productivité des services publics et a facilité certaines démarches pour une grande part des usagers. La télédéclaration des revenus est devenue obligatoire pour tous en 2019 et la déclaration automatique mise en place en 2020. En 2023, près de 34,9 millions de foyers fiscaux (89,16 %) déclarent leurs revenus en ligne ou de manière automatique (DGFiP, 2024). La transformation numérique de l'administration conduit à la simplification des 250 démarches administratives les plus fréquentes. En 2024, 2 753 maisons France services et 144 bus itinérants assurent un accompagnement généraliste aux usagers, à moins de 30 minutes de chez eux.

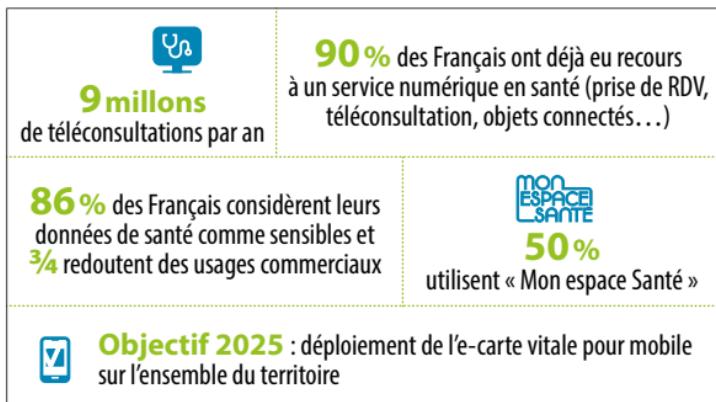
Des inégalités d'accès et d'usage...

Les inégalités d'accès et d'usage sont de trois natures. Générationnelles, les plus de 70 ans et les jeunes utilisent peu l'outil informatique pour accéder aux démarches. Sociales, les ménages les plus modestes sont en moyenne moins connectés que les plus aisés. Culturelles enfin, l'absence de diplôme étant plus souvent couplée à l'absence des usages numériques. Ces inégalités connaissent toutefois une baisse tendancielle (défenseur des droits, 2022).

... mais un territoire de mieux en mieux couvert

L'accord New Deal mobile conclu entre l'État et les opérateurs mobiles a permis de passer de 72,7 % de territoire couvert en 2017 à 85,4 % en 2021, outre-mer compris. Au 30 juin 2024, 40,8 millions de bâtiments (soit 92 % des locaux recensés) sont couverts par des services à très haut débit.

Les Français et le numérique en santé



Source : ministère de la Santé et de la Prévention, janvier 2024.

Identité numérique et sécurité

Les risques liés à la dématérialisation des démarches administratives et du secteur privé portent en particulier sur l'usurpation d'identité et la fraude au paiement en ligne. En 2021, plus d'un internaute sur cinq ne sait pas protéger ses données en ligne (Insee). L'État encourage les programmes d'identité nationale électronique comme FranceConnect. La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) est favorable à cette « identité numérique d'État de haut niveau », qui renforce « la sécurité des procédures ». Elle préconise de privilégier la pluralité des identités (une identité régaliennes pour s'inscrire sur les listes électorales et un pseudonyme pour les réseaux sociaux), la protection de l'anonymat et le pseudonymat et la prise en compte de « la protection de la vie privée dès la conception de ces solutions ».

Le saviez-vous ?

L'illectronisme touche, en 2021, 15,4 % des personnes de 15 ans et plus. 62 % des 75 ans ou plus sont concernés, contre seulement 2 % des 15-24 ans (Insee, 2023)